



# L'Internationaliste

*"Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous le drapeau de la IV<sup>e</sup> Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine !"*

## DÉFENDONS LE CODE DU TRAVAIL

Emmanuel Macron, ministre PS fossoyeur du Code du Travail,  
échangeant une poignée de main avec le président du Medef Pierre Gattaz



N° 157 - Octobre 2015 - 2 euros

## CONTRE M. MACRON MEDEF !

**Groupe Socialiste Internationaliste**

Section française de l'Unité Internationale des Travailleurs  
Quatrième Internationales (UIT-QI)

## 26 ans après la chute du mur de Berlin, les interventions militaires impérialistes en Syrie

Non contents de fermer les frontières aux réfugiés, alors que ces derniers fuient en masse des zones ravagées par les interventions militaires impérialistes, les gouvernements de l'Union Européenne, et en particulier Hollande, ont décidé, au nom de la lutte contre Daech, de s'aligner sur la politique d'Obama et de laisser faire la Russie et l'Iran. Ainsi, aujourd'hui, la présence de soldats iraniens et russes en Syrie est avérée.

Drôle d'alliance que celle de la bourgeoisie russe orthodoxe (rappelons que l'Église orthodoxe a qualifié « de sainte » l'intervention en Syrie !), de la République Islamique d'Iran et du grand... « Satan » (pour reprendre le terme officiel de la police religieuse d'Iran, les bassidji, pour parler des États-Unis). Qui osera encore soutenir la politique et les frappes de la Russie et Al Assad... au nom de la lutte anti-impérialiste ou contre Daech ?

Ainsi, 26 ans après la chute du mur de Berlin, cette coalition pro-impérialiste, au-delà des postures doctrinales, religieuses, et autres frictions verbales, démontre qu'une page de l'histoire est définitivement tournée. La bourgeoisie russe, comme en Ukraine, est prête à tout pour défendre ses intérêts et ses parts de marché, tout comme la bourgeoisie d'Iran.

Plus que de mettre fin à la dictature

d'Al Assad, il s'agit donc bien, pour les uns et les autres, d'écraser définitivement la révolution syrienne – et la révolution arabe – et ses brigades indépendantes, afin de préserver coûte que coûte leurs intérêts et le système d'oppression capitaliste.

### De l'argent pour l'éducation, la santé, les retraites, pas pour la guerre !

Quant au gouvernement Hollande-Valls-Macron, il se sert, depuis les attentats contre Charlie Hebdo, du prétexte de la lutte contre le terrorisme pour instaurer le plan Vigipirate et déverser un discours nationaliste, au nom de l'unité nationale, afin de contrôler toute explosion sociale à venir.

statut de fonctionnaire et du code du travail.

Que ce soit en France ou en Syrie, ce gouvernement défend d'abord et avant tout les intérêts de la bourgeoisie française. Ainsi, en plus de nous faire payer la crise, il faudrait financer les interventions militaires impérialistes de la France !

Ce gouvernement peut vraiment se vanter d'être un gouvernement de combat contre les travailleurs et les jeunes, qu'ils soient d'ici ou d'ailleurs. C'est pourquoi nous appelons aussi à participer à la manifestation de dimanche 4 octobre en solidarité avec TOUS les réfugiés !

Le rejet profond de la politique de Hollande-Valls-Macron, qui s'exprime dans la multiplication et le durcissement des luttes, mais aussi dans la solidarité avec les réfugiés, nous rappelle que les travailleurs sont prêts à le combattre !

C'est de tout cela dont nous pourrions débattre, lors de la réunion publique qui se tiendra à l'université de Nanterre le mercredi 7 octobre, dans le cadre de la semaine de solidarité

internationale avec la révolution syrienne issue de l'appel d'Istanbul.

Car pour nous, il s'agit de comprendre pour s'organiser et combattre, alors rejoignez le GSI-UIT-QI !



Les syriens dénoncent l'intervention militaire russe

En même temps, il intensifie – avec la complicité des directions syndicales – sa politique de privatisations et de libéralisation du marché du travail. Ce que l'on appelle en jargon journalistique « l'ubérisation de la société », c'est là le principal objectif de la remise en cause du

### L'Internationaliste

Bulletin du Groupe Socialiste Internationaliste (G.S.I) publié par l'association loi 1901 APIDO – BP 66 – 94311 ORLY CEDEX FRANCE  
(adresse pour toute correspondance) – Courrier électronique (E-mail) : [contact@gsi-qi.org](mailto:contact@gsi-qi.org) - Site Web : <http://www.gsi-qi.org/>  
Clôture rédactionnelle le 01/10/2015 - Directeur de la publication : J.-L. DAVIER – Infographie : JULINHO.  
Dépôt légal à la parution – ISSN n°2268-0705

Imprimé par COREP - 89 rue de Tolbiac 75013 Paris - France

# Revue de Presse Sociale

« La lutte de classe est nationale dans sa forme et internationale dans son contenu » K. Marx

Par Mathieu

De toutes les régions du monde remontent des échos de la lutte des classes. Il n'y a pas un continent qui échappe à cette lutte à mort entre l'infime minorité qui possède les moyens de productions (les actionnaires, les banquiers, les patrons) et l'immense majorité qui produit la richesse mais qui ne possède rien ou presque (les travailleurs). Les principaux moyens de communication écrite et audiovisuelle taisent sciemment ces grèves et ces manifestations car ils appartiennent à de grands groupes capitalistes et ne sont donc pas indépendants. Mais la vérité, celle du rejet massif du système capitaliste pourrissant par les travailleurs et les jeunes jaillit toujours.

## International

En Inde, le 2 septembre, à l'appel de plusieurs centrales syndicales, quelques 150 millions de travailleurs ont cessé le travail pour dénoncer la politique du premier ministre N. Modi qui se veut le meilleur défenseur des milieux d'affaires. Il s'agit d'une des mobilisations les plus importantes de l'histoire.

À Montréal, depuis plusieurs mois, les travailleurs et les jeunes contestent la politique anti-ouvrière menée par le gouvernement provincial qui se traduit par de brutales coupes budgétaires. Le 30 septembre, ce sont 35 000 enseignants québécois qui se sont mis en grève contre leurs conditions de travail (classes surchargées, salles insalubres etc.).

## Europe

En Finlande, il y a eu une très forte mobilisation des travailleurs à Helsinki le 18 septembre. Ce jour-là, ce sont plus de 30 000 personnes qui ont défilé dans les rues de la capitale finlandaise pour marquer leur opposition à la politique du gouvernement qui veut supprimer 8 jours de vacances par an pour les fonctionnaires

et opérer de violentes coupes budgétaires. Les services publics et les transports ont été très fortement perturbés à cette occasion.

La Belgique a de nouveau été touchée par plusieurs conflits sociaux importants et d'autres sont à venir. Les ouvriers de l'usine Caterpillar située près de Charleroi ont cessé le travail et ont mis en place des piquets pour protester contre le licenciement d'un de leur camarades. Le 10 septembre, les travailleurs de Scandinavian Tobacco Group (STG) à Lummen ont arrêté le travail mercredi pour protester contre le licenciement de 27 personnes.

Il y a également eu des grèves à la B-Post et chez les gardiens de prison. Enfin, une grève est prévue dans les chemins de fer belges à compter du 9 octobre. Le mouvement doit durer plusieurs jours et vise à dénoncer quelques 6 000 suppressions de postes en 4 ans. Le 7 octobre doit se tenir une manifestation nationale appelée par plusieurs organisations syndicales autour du mot d'ordre « Rien que des miettes pour nous ».



En Espagne, une manifestation de très grande ampleur est presque passée inaperçue dans les médias français et internationaux. Le dimanche 3 septembre, ce sont plus de 200 000 personnes qui ont défilé dans les rues de Vigo, dans la province de Galice, pour s'opposer à la privatisation des hôpitaux et des soins et pour réclamer un système public de santé. Cela constitue une mobilisation énorme étant donné que la province compte environ 3 millions d'habitants. Cette

manifestation s'oppose directement à la politique du gouvernement espagnol qui vise à opérer des coupes dans le budget de la santé publique dans le but de satisfaire les intérêts des marchés financiers.

## France

En France, il existe également un important black out des médias sur l'actualité sociale pourtant très étoffée. Cette situation est aggravée par le silence et la complicité des directions syndicales face à la brutale politique du gouvernement qui veut liquider l'ensemble des conquêtes ouvrières. Les travailleurs, eux, se mobilisent à leur échelle avec les outils dont ils disposent. Ces derniers résistent comme ils peuvent aux attaques conjuguées du gouvernement et du patronat et à la répression syndicale de plus en plus féroce. Chaque jour, ce sont des milliers et des milliers de travailleurs, qui, à travers ce pays, font grève et manifestent.

Dans les transports en commun, de nombreux arrêts de travail sont à recenser : à Nice, où les transports ont été très perturbés, à Avignon, dans le réseau de bus de Cannes et Grasse, à Lyon etc. En général, ce sont les conditions de travail et le manque de personnel qui sont à l'origine des mobilisations.

Dans le transport ferroviaire, la SNCF qui est régulièrement touchée par des arrêts de travail à échelle régionale, sera impactée pour un mouvement de grève le 8 octobre. C'est le premier appel national à la grève lancé par les syndicats Sud et CGT depuis le puissant mouvement de juin 2014.

Cette fois-ci, dans les transports aériens, signalons qu'un conflit dur se profile à Air France. Les syndicats de personnels navigants, au sol et de mécaniciens, appelle à une grève massive contre l'annonce de la suppression de plusieurs milliers de postes faite par la direction de la compagnie (plan Perform

2020 qui prévoit 3500 postes en moins). La grève doit commencer le 5 octobre à l'appel de l'intersyndicale de la compagnie.

**Dans l'éducation** aussi les grèves sont nombreuses et les contre-réformes mises en place par la ministre de l'éducation nationale suscitent un rejet grandissant parmi les enseignants. Le 17 septembre, il y a eu une grève nationale qui a été suivie de manière importante dans certaines académies et qui a réuni plusieurs milliers de personnes à travers le pays. Mais surtout quotidiennement, il y a de nombreux débrayages qui s'opposent aux conséquences concrètes de ces contre-réformes. Pour ne prendre que quelques exemples, mentionnons la grève qui a eu lieu dans un collège de Colombes contre les sanctions prises contre des enseignants pour fait de grève, il y a également eu des mobilisations à Villeparisis, au collège Marie Curie à Provins, au lycée professionnel Chennevière Malézieux dans le 12e arrondissement à Paris.

**Dans le secteur de la formation** signalons la grève qui a eu lieu au CFA de La Motte Servolex. 90% des enseignants de cet établissement se sont mis en grève le lundi 21 septembre. En cause, la nouvelle organisation du travail : présence obligatoire sur site de 8h à 17h, changement de planning à la dernière minute, non-respect des temps de préparation des cours, absence de concertation... Depuis la rentrée, 7 des 18 formateurs sont en arrêt maladie. Un autre a tenu une grève de la faim pendant une semaine. Les grévistes ont décidé de poursuivre le mouvement.

**Dans les collectivités territoriales**, il y a aussi un très grand nombre de grèves. Les agents territoriaux se mobilisent de plus en plus massivement contre les réductions des transferts de l'État vers les collectivités. Cette politique menée par le gouvernement au nom de la réduction des dépenses publiques et du paiement de la dette a des conséquences très concrètes sur la vie quotidienne des travailleurs : suppressions de postes, fermetures de services publics dans les domaines sociaux, sportifs et culturels, de l'éducation, de la voirie, des transports etc.

Parmi les mobilisations les plus notables dans ce secteur, mentionnons les grèves des agents du conseil départemental de l'Aude, celle des agents municipaux de

Rouen, et de ceux de Montreuil. Par ailleurs, 60 % des agents des crèches de Seine-Saint-Denis ont cessé le travail pour dénoncer la fermeture des établissements prévue pour les mois de décembre et d'août prochain. Cela s'est traduit par une manifestation de près de 400 personnes devant le siège du conseil départemental. À Choisy-le-Roi, plus de 300 agents ont manifesté devant la mairie contre les coupes budgétaires. Il y a également eu des mobilisations à Saint-Martin-d'Hères dans la région grenobloise et dans le réseau des bibliothèques lyonnaises.



**De nombreux services publics** et autres établissements publics sont concernés par des arrêts de travail qui font suite à l'application de la politique d'austérité du gouvernement. Les ATSEM de Carvin dans le Nord ont cessé le travail pour dénoncer leurs conditions de travail et le manque de personnel. Ce sont des motifs similaires qui ont poussé les agents des Restaurants Universitaires de Picardie à cesser le travail. Les travailleurs du centre d'appel du 18 dans les Alpes-Maritimes ont eux aussi débrayé pour dénoncer leurs conditions de travail. Au musée d'Orsay, les agents ont fait grève plusieurs jours pour s'opposer au projet d'ouverture du musée 7 jours sur 7.

**Dans le secteur de la santé**, la mobilisation continue à l'Assistance Publique (AP-HP), en région parisienne, contre la suppression de plusieurs milliers de postes alors que les services sont déjà en sous-effectifs. Plus largement la colère enfle contre le projet de loi Touraine qui vise purement et simplement à liquider la santé publique pour livrer ce qui est rentable aux grands groupes privés de santé. Une grève nationale des médecins est d'ailleurs prévue à compter du 1er octobre pour s'opposer au projet de loi.

Dans d'autres cas c'est la population qui se mobilise contre les fermetures d'hôpitaux. À Aigle, en Normandie, 4000 personnes

ont défilé contre la fermeture de l'hôpital. Enfin signalons que de nombreux hôpitaux ou services hospitaliers ont été touchés par des mouvements de grèves, dont certains ont duré plusieurs jours. Ces arrêts de travail ont notamment eu lieu au CHS La Chartreuse, au service d'imagerie du CHU de Poitiers, à l'hôpital de Saint-Brieuc, à Nice – parmi les internes de l'hôpital Pasteur, à Saint Maurice, dans différents services du CHU de Toulouse, à Besançon, etc.

Dans la région de Lyon et de Saint-Étienne, un conflit particulièrement dur se déroule chez le convoyeur de fonds Prosegur. Depuis le 10 septembre, les travailleurs de cette entreprise veulent empêcher les transferts de fonds pour garder une prime de 300 euros dont ils bénéficient. La conflictualité s'est durcie lorsque un gréviste a été mortellement blessé par le conducteur d'un fourgon non-gréviste. Après cet événement, la direction de l'entreprise a assigné 40 grévistes. La dureté de cette grève est emblématique du durcissement des relations sociales dans le pays.

**À la poste**, de nombreuses arrêts de travail sont à signaler. À l'origine de ces mouvements de grève on retrouve souvent les mêmes raisons : réorganisation des services, suppressions postes, etc. Les grèves touchent aussi bien les plate-formes de tri, que les services de distribution, que les bureaux. Il y a eu des grèves notamment à Charolles, à Roquemaure, dans le Gard, au Havre, où la mobilisation a duré plus d'une semaine, à Neuilly, à Bergerac encore une fois contre les réorganisations. Il y a aussi eu des arrêts de travail dans les postes du sud des Landes et dans le Pays Basque

Signalons enfin que plusieurs grèves se sont produites **dans l'industrie** aussi bien pour des raisons salariales que pour s'opposer à des suppressions de postes ou à des fermetures d'usine. Les ouvriers de la sucrerie Tereos, près de Saint Quentin en Picardie ont fait grève et ils ont été rejoints par d'autres salariés du groupe. Dans le même secteur, il y a eu une grève à la sucrerie Cristal Union de la Villette sur Aube. Dans l'entreprise Le Tôlerie, dans le Val d'Oise, les ouvriers ont cessé le travail pour les salaires. 200 ouvriers de l'équipementier Française de roues ont débrayé suite à la mise en liquidation de leur entreprise.

# Le temps des faux-semblants touche à sa fin

## Une crise sans fin

Tous les politiciens, tous les éditorialistes des médias bourgeois, tous les analystes économiques du monde auront beau le répéter, il n'y aura pas de reprise économique, pas plus en Europe qu'ailleurs dans le monde. Contrairement à ce que certains ont pu croire par le passé, il ne suffit pas de répéter mille fois un mensonge pour qu'il devienne réalité. La récession est là et la dépression guette.

C'est ce qu'indiquent les derniers chiffres sur la Chine, l'Inde, le Brésil, les États-Unis et l'Europe. La crise économique profonde dans laquelle la France est plongée n'est donc pas due à un quelconque problème spécifique de « dette », de « dépense publique » ou de « coût du travail », mais s'inscrit dans le contexte de la crise globale, la crise structurelle du capitalisme, que les capitalistes eux-mêmes sont incapables de résoudre.

Face à ce constat, la bourgeoisie de ce pays représentée par les différentes tendances de la droite (UDI, l'ex-UMP – Les Républicains – le FN) et par le PS et ses alliés ont un point d'accord : il faut faire payer la crise structurelle du capitalisme aux travailleurs et aux jeunes. Ce choix implique de leur faire payer la dette. Concrètement, il s'agit de couper dans les dépenses publiques et de remettre en cause l'ensemble de la législation du travail.

Les bourgeois affirment que cela permettrait de relancer l'économie, or cette affirmation ne correspond pas à une vérité économique ou à une question technique. Cela correspond à un choix politique, celui de la bourgeoisie, qui veut garder ses marges de bénéfices coût que coûte. Cela passe par l'écrasement de la classe ouvrière et de la jeunesse. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la politique de l'actuel gouvernement entièrement acquis aux intérêts des grands capitalistes.

## Un gouvernement en guerre contre les travailleurs et les peuples

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a méthodiquement attaqué l'ensemble des conquêtes ouvrières. Les dernières annonces du ministre de l'économie sont claires : le PS et ses alliés, applaudis par l'ensemble des représentants

politiques bourgeois, veulent en finir peu ou prou avec le code du travail, la durée légale du temps de travail, le salaire minimum, le CDI et les statuts de la fonction publique. Rien que ça !

La stratégie du gouvernement PS se situe à plusieurs niveaux. En même temps qu'il liquide les conquêtes ouvrières, le gouvernement réprime ceux qui résistent contre la privatisation, contre les licenciements, contre toutes les attaques. Pour Macron, Valls, Hollande et consort, le syndicaliste combatif est homme à abattre. Les cas de répressions anti-syndicales se multiplient aussi bien dans le privé que dans la fonction publique, avec des licenciements, des radiations et des poursuites judiciaires. Le patronat en a rêvé, le PS le fait.



Enfin, le gouvernement PS, comme tout parti ayant une position pro-impérialiste, mène sa sale guerre au Moyen-Orient, en Syrie en particulier, prétendant pour liquider Daech et ramener la paix, mais en réalité surtout pour empêcher le développement révolutionnaire dans cette zone du monde. Il ne faut pas oublier non plus que les troupes françaises restent fortement mobilisées en Afrique pour protéger les intérêts des multinationales de ce pays.

Macron, Valls, Hollande et tous ceux qui cautionnent leur politique ne sont pas dans la gaffe ou dans la provocation, ils sont dans une politique assumée consciente, pro-impérialiste, pro-patronale. Ils se rêvent en Thatcher et en Bush père en menant une guerre tous azimuts contre la classe ouvrière organisée et contre les peuples en lutte pour leur liberté. C'est la réaction sur toute la ligne.

## La crise à tous les étages

C'est là que réside une des plus grandes contradictions de la situation actuelle. Malgré la brutalité de ses attaques, rarement le personnel politique de la bourgeoisie n' a été aussi affaibli. Les principaux partis politiques institutionnels voient leur base sociale se réduire comme

peau de chagrin. Le nombre de militants de ces organisations est en baisse constante. Un récent article du journal Le Monde indiquait que l'ensemble des partis politiques (du PS au FN) perdait des adhérents. Le total des militants politiques de toutes les formations politiques confondues, ne dépasse pas 300 000 personnes soit moins de 0,5 % de la population. C'est un chiffre historiquement bas dans l'histoire du régime parlementaire de ce pays.

Cet élément se reflète premièrement dans une abstention extrêmement forte en particulier dans les quartiers ouvriers (parfois il y a plus de 90 % d'abstention dans certains bureaux de votes des banlieues ouvrières) et deuxièmement dans un aiguisement visible de la lutte des classes. Les grèves sont là, elles sont nombreuses, les grévistes sont déterminés et leurs revendications s'opposent directement aux exigences des marchés financiers relayées par les politiques d'austérité imposée dans le cadre de l'Union Européenne. Cet aiguisement de la lutte des classes est l'élément central de la situation politique et sociale.

Dans la situation actuelle, l'abstention et la montée de la lutte des classes sont donc intimement liées. L'abstention est un processus qui correspond à un rejet conscient politiquement des partis institutionnels et de leur conciliation à l'égard de l'UE et de l'Euro.

En effet, depuis le rejet par référendum du projet de constitution européenne – et le non respect de ce vote par les partis bourgeois – la défiance à l'égard des partis institutionnels est de plus en plus forte. Autrement dit, la grande majorité des travailleurs et de la jeunesse qui, en 2005, avait rejeté massivement le traité constitutionnel européen (respectivement par 60 et 80 %) a compris depuis bien longtemps que pour combattre les politiques anti-ouvrières du gouvernement il faut s'opposer à l'UE, ce cartel des bourgeoisies européennes dont l'objectif est d'attaquer la classe ouvrière du continent.

Signalons que les travailleurs et les jeunes de France ne sont pas les seuls à avoir fait ce constat. Lorsqu'ils ont été consultés, les Danois, les Irlandais, les Néerlandais, et plus récemment les Grecs, ont manifesté

Lutte des classes

leur rejet de l'UE, qui est intégralement au service des capitalistes.

Dans ce contexte de rejet conscient de l'UE, dans ce contexte de montée de la lutte des classes, dans ce contexte de répression chaque fois plus violente contre les militants ouvriers combattifs, l'absence de réaction face aux attaques du gouvernement, des organisations qui se réclament encore – même vaguement – du mouvement ouvrier et des directions confédérales syndicales, est honteux. Les attaques de Macron, Valls et compagnie mériteraient au minimum un appel pour construire un mouvement national d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette politique désastreuse pour les travailleurs et les jeunes.

Les confédérations syndicales se limitent à adopter la technique des journées d'action à répétition pour démobiliser et épuiser les travailleurs. L'objectif est de leur boucher toute possibilité d'une issue politique et sociale par la mobilisation des masses. Il faut dire que ces organisations veulent surtout préserver la « négociation » avec le gouvernement et le patronat. Encore faudrait-il qu'elles expliquent ce qu'il y a à négocier ! Le « dialogue social » c'est la

collaboration de classe.

Les organisations politiques dites de gauche radicale paient leur soutien à l'UE et vont de crise en crise. Certaines font encore croire qu'il peut y avoir une Europe sociale. Ces organisations sont obnubilées par le respect des échéances électorales. Il faut dire que par ces temps de chômage massif, les places sont chères et il faut se placer à tout prix ! Ainsi, comme si rien n'avait changé, LO, PG, PCF, NPA vont préparer les élections régionales de décembre 2015, dans la routine la plus complète.

Ce sont toujours les mêmes qui sollicitent les voix des travailleurs, qui les trahissent une fois qu'ils sont au pouvoir et qui les insultent quand les travailleurs s'abstiennent et ne votent pas pour eux. L'abstention sera encore massive et va aiguïser leur crise. Les nouvelles régions, vecteurs de la politique de destruction des services publics, vont naître sur fond d'abstention massive.

### **Pour la rupture avec l'UE !**

Mais soyons sûrs d'une chose, le temps des faux-semblants et des positions ambiguës

par rapport à l'UE et à ses soutiens touche à sa fin. Dans ce contexte, la question qui est posée aux militants marxistes révolutionnaires, et plus largement à tous les militants qui s'opposent aux politiques du gouvernement, est de chercher à créer les conditions pour construire un mouvement d'ensemble qui mette un coup d'arrêt aux politiques anti-ouvrières.

Cela passe par s'appuyer sur les nombreuses mobilisations en cours. Cela passe par le fait de faire la jonction entre les secteurs en lutte, entre les militants victimes de répression syndicale. Cela passe par le développement d'une vraie politique d'indépendance de classe qui refuse toute négociation avec le patronat et le gouvernement. Cela passe par la nécessité de poser clairement la nécessité de l'abrogation de tous les traités de l'UE, de la rupture avec l'UE et l'Euro.

Cela passe également par le fait d'avancer un alternative à l'UE : pour nous c'est un gouvernement par et pour les travailleurs issu des mobilisations. Les travailleurs sont prêts à défendre une telle perspective. Ils le montrent dans leurs luttes quotidiennement ! Il faut avoir confiance dans les masses.

---

## **Mobilisations étudiantes dans les universités toulousaines**

*Par Sophie correspondante pour le GSI*

Les étudiants subissent la politique du gouvernement visant à faire payer la dette des capitalistes aux jeunes et aux travailleurs. Ce sont 500 millions d'euros qui ont été retirés du budget des universités, 400 millions ont été retirés en novembre 2014 et 100 millions en avril 2015 !

Les universités accueillent 50000 étudiants supplémentaires chaque année depuis trois ans (2012-2015). Et ce n'est pas terminé puisque le nombre d'étudiants devrait augmenter de 9 % d'ici 2023, gagnant 200 000 étudiants par rapport à 2013 !

Face à cette situation, le gouvernement répond par toujours plus de coupes budgétaires et de suppressions de postes d'enseignants et de personnels dans les universités ! Ainsi il n'y a rien d'étonnant à ce que cette nouvelle année universitaire commence avec des chiffres alarmants : plusieurs milliers de bacheliers se

retrouvent sans université ou dans une filière qu'ils n'ont pas choisie. Cette situation est aggravée par les mesures prises par les universités pour limiter le nombre de places dans certaines filières. Cette politique est illégale, car tout étudiant en possession du BAC ou d'un DAEU doit être inscrit dans la filière de son choix.

### **Collectif d'étudiants en lutte à Toulouse II le Mirail**

Au début du mois de septembre, un collectif d'étudiants au sein de l'université Toulouse II le Mirail (sciences humaines) s'est formé afin de lutter contre les conséquences de la politique du gouvernement. Ces étudiants ont créé le « comité des sans facs » et ont pris en charge environ une centaine d'étudiants qui ne pouvaient pas s'inscrire au sein de



**Mobilisation des étudiants de STAPS de l'université de Toulouse III**

l'université ou qui étaient inscrits dans une autre filière.

Le jeudi 10 septembre, le comité a envahi la CFVU (commission de la formation et de la vie universitaire) afin de demander à la présidence du Mirail de prendre position sur ce problème. Un entretien avec une délégation a été obtenu le lendemain afin d'examiner les dossiers de ces étudiants. A la fin du mois de septembre, grâce à la mobilisation, presque tous les étudiants ont été inscrits. C'est une grande victoire, cela montre que seule la lutte paie !

Cette victoire ouvre des perspectives pour l'avenir et la poursuite de la mobilisation, car en dehors des étudiants sans facs, d'autres problèmes découlant de la politique du gouvernement, restent toujours présents : TD à 50 étudiants, salles de cours insalubres, manque de professeurs, hausse des frais d'inscription, parking de seulement 300 places pour 25 000 étudiants ! Les étudiants cherchent désormais à faire la jonction avec les syndicats de personnel et appellent à une AG commune le mardi 29 septembre.

### Mobilisation au sein de l'université des sciences Paul Sabatier

Le mercredi 23 septembre, 400 étudiants en Staps (soit la moitié de la filière) et les personnels enseignants ont manifesté pour dénoncer des conditions de formation qui se dégradent : l'accès à la première année est réalisé par tirage au sort, dévaluation de la filière, manque de professeurs, manque de place en amphitheâtre pour accueillir tous les étudiants, manque de salles de TD, un futur métier en danger et moins reconnu. Cette mobilisation fait écho à la mise en garde d'une partie des enseignants

et personnels qui avaient prévenu que la rentrée ne pourrait se faire dans de bonnes conditions. Les étudiants en science ont rejoint les étudiants de Staps, et vont lutter également aux côtés des étudiants du Mirail.

Les étudiants toulousains ont compris que ce ne sont pas des problèmes isolés mais que cela découle de la volonté de détruire l'enseignement supérieur public de la part du gouvernement ! Ces étudiants sont déterminés à se battre et refusent de payer les conséquences d'une politique déterminée par le paiement de la dette!

---

## Tous à Solidaires Étudiant-e-s !

Par Loïc

La loi LRU, votée en 2007, et la loi Fioraso, votée en 2013, organisent la privatisation-destruction des universités. D'une part, toutes les filières jugées non-rentables sont fermées par les patrons, car ils siègent dorénavant dans les conseils d'administration des facs. D'autre part, toutes les filières jugées rentables vont voir leurs frais d'inscription exploser.

Dans le même temps, chaque diplôme est individualisé, ne nous donnant plus accès à des droits collectifs dans les entreprises. Ceci permet au patronat de nous exploiter sans vergogne, et d'augmenter à nouveaux ses profits. En un mot, avec ces lois, l'université est de moins en moins un service public, et de plus en plus au service des capitalistes.

Les gouvernements successifs, responsables de cette situation, ne vont pas s'arrêter là. Leur politique pro-capitaliste les pousse à aller toujours plus loin dans la remise en cause de nos acquis et de nos droits. L'objectif étant de faire payer la crise et la dette aux travailleurs et aux jeunes. Les coupes budgétaires vont donc continuer, la hausse des frais d'inscription est donc inéluctable d'un point de vue du gouvernement<sup>(1)</sup>.

Il est urgent de stopper ce processus ! Face à toutes ces attaques, il est donc capital de s'organiser collectivement. C'est pourquoi, il s'agit de construire un outil au service des étudiants et de leurs luttes.

Au vu des positions très explicites en faveur de l'abrogation des lois LRU et

Fioraso, Solidaires Étudiant-e-s nous semble être une organisation qui va permettre d'aller vers la construction d'un syndicat étudiant de masse et de classe.

Solidaires Étudiant-e-s se prononce très clairement pour l'abrogation des lois LRU et Fioraso et cela peut permettre d'aller vers la construction d'un syndicat étudiant de masse et de lutte de classe.

**Solidaires  
étudiant-e-s  
syndicats de luttes**

Le rôle d'un syndicat étudiant est de défendre les conditions de vie et d'études des étudiants. Autrement dit, le syndicat défend et réunit tous les étudiants quelque soit par ailleurs leurs convictions politiques, religieuses, philosophiques. Solidaires Étudiant-e-s est donc un cadre unitaire pour lutter contre la politique réactionnaire du gouvernement.

Jusqu'en 2012, ce syndicat s'appelait SUD Étudiant. En janvier 2013, afin de faire converger le syndicalisme de lutte dans une seule organisation, il a fusionné avec la FSE (Fédération Syndicale Étudiante), pour former « Solidaires étudiant-e-s, syndicats de lutte », présents dans plus de 25 universités et grandes écoles en France. Il fait partie de l'Union Syndicale Solidaires (Sud PTT, Sud Rail, Sud Santé Sociaux...).

Indépendant du patronat et du

gouvernement, Solidaires Étudiant-e-s priorise l'auto-organisation des étudiants, par le biais des assemblées générales, de la grève, et des manifestations.

Outre l'abrogation des lois LRU et Fioraso, Solidaires Étudiant-e-s revendique également le réengagement financier de l'état à hauteur des besoins, la gratuité totale de l'université, l'augmentation des bourses en nombre et en valeur. Il combat aussi le racisme, le sexisme et toute forme de discrimination.

Nous nous reconnaissons entièrement dans ces revendications. C'est pour cela que depuis la rentrée, tous les camarades étudiants du GSI-UIT-QI se sont syndiqués dans cette organisation. C'est donc à ce processus unitaire, sur la base de la mobilisation et de la lutte, que nous nous intégrons aujourd'hui. Nous souhaitons intervenir en positif, pour aider à construire ce syndicat.

Nous appelons tous nos sympathisants, tous nos lecteurs, et tous les étudiants qui se reconnaissent dans les revendications de Solidaires Étudiant-e-s, à intégrer ce cadre unitaire. En effet, plus nous serons nombreux à être syndiqué et à militer, plus vite on pourra mettre un coup d'arrêt aux lois LRU et Fioraso !

(1) Cf. la tribune, dans Le Monde, de 23 vice-présidents d'université chargés des relations internationales, demandant la « réouverture des débats » sur la hausse des frais d'inscriptions des étudiants étrangers, pouvant aller jusqu'à 12 000 euros !

Jeunesse

# Rassemblement contre la répression syndicale

Par Griselda

Le mercredi 23 septembre a eu lieu un rassemblement, appelé par la confédération CGT, la CGT-Énergie, la CGT-RATP, contre la répression syndicale.

Ce rassemblement correspond à une pression des militants syndicaux combattifs et lutte de classe sur la direction confédérale.

Les nombreuses interventions prouvent que les militants syndicaux qui luttent, subissent la répression du patronat ou du gouvernement (car de plus en plus de cas de répression syndicale sont constatés dans la fonction publique).

C'est le cas des 5 militants d'EDF-GDF, qui étaient convoqués ce jour-là au Tribunal correctionnel de Paris, pour avoir empêché collectivement le licenciement d'une salariée en organisant la grève et un rassemblement.

C'est également le cas inédit d'une inspectrice du Travail d'Annecy, poursuivie par la société Tefal pour recel de documents volés ! En réalité on lui reproche d'avoir dénoncé un accord caduc sur les 35 heures ... dans le cadre de son travail.

La direction confédérale s'est retrouvée obligée d'appeler à cette « journée d'action ». C'est pourquoi elle n'a mené aucun travail de mobilisation sérieux auprès des militants syndicaux et des salariés. Et ne parlons même pas d'un appel à la grève ! C'est la raison pour laquelle une centaine seulement de militants étaient présents sur la Place de la République.

L'intervention de Sofiane Hakiki, avocat des salariés d'IKEA ; tout comme celle des salariés de Roanne, étaient pourtant là pour nous rappeler que face à la répression, seule l'organisation indépendante des travailleurs – et les méthodes traditionnelles de la lutte de classe – pouvait nous garantir la victoire.

Les syndicalistes lutte de classe et les travailleurs l'ont bien compris. C'est ce que démontre la mobilisation victorieuse des syndicalistes de Roanne durant laquelle, en Novembre 2013, près de 20 000 militants syndicaux avaient participé à un

rassemblement pour la relaxe des inculpés.

La criminalisation de l'action syndicale est au service d'une politique de destruction des acquis sociaux et de remise en cause des libertés démocratiques. De la même manière, le combat pour défendre jusqu'au bout nos libertés syndicales, en premier lieu le droit de grève et de manifestation, est intimement lié à notre combat pour défendre les acquis sociaux.



C'est aussi ce qu'a rappelé un militant de l'inspection du travail en appelant à participer au collectif CGT en défense du code du travail.

## Les enseignants rejettent la contre-réforme du collège... pas les directions syndicales !

Les personnels avaient montré lors de la manifestation très massive du 19 mai (80 % de grévistes) qu'ils rejetaient cette contre-réforme, et qu'ils avaient conscience des conséquences pour les personnels et pour les élèves.

Les directions syndicales, ont tout mis en œuvre pour que cette première journée reste lettre morte, et qu'aucune perspective de mobilisation ne soit proposée. C'est la raison pour laquelle, l'appel à une deuxième journée de grève, le 11 juin, soit plus de 15 jours plus tard, n'avait comme objectif que de décourager les enseignants qui s'étaient mobilisés.

De même, aucun travail préparatoire de mobilisation (diffusion du tract intersyndical, tournée syndicale dans les établissements scolaires, organisations d'Assemblées Générales) n'a été fait par les organisations syndicales pour la grève du jeudi 17 septembre. On aurait voulu que ce soit un échec, on ne s'y serait pas pris autrement !

C'est bien pour se couvrir, parce qu'elle est sous la pression des enseignants et de ses bases, que la direction du SNES-FSU annonce dans la foulée une manifestation nationale - sans grève évidemment, il ne faudrait pas vexer notre chère ministre... - le samedi 10 octobre à Paris.

Et pourtant, 30 % des personnels déterminés et conscients de la gravité de cette attaque, étaient en grève. Ainsi, malgré toutes les manœuvres des directions syndicales bureaucratiques, les enseignants sont disposés à lutter pour peu qu'on leur offre une véritable perspective de lutte.

La manifestation parisienne a montré que, en l'absence de perspective, la mobilisation est très hétérogène. Pour notre part, nous avons mobilisé et organisé la grève dans nos établissements lorsque c'était possible.

Nous avons conscience du caractère explosif de la situation, mais aussi de l'obstacle que sont les directions syndicales, celles-ci ne veulent d'ailleurs pas rompre les discussions avec le gouvernement. Alors que celui-ci veut, ni plus ni moins, la « peau » des enseignants et de leurs garanties statutaires ! Rappelons les déclarations d'Emmanuel Macron contre le statut de fonctionnaire qui annonce la couleur...

Autour de nous, nous continuerons de mobiliser nos collègues contre cette attaque sans précédent, pour créer les conditions d'un mouvement d'ensemble et obtenir le retrait de cette réforme.

Éducation



# Macron : cap vers le XIXème siècle !?

Par Jean-Louis

**A** lors que tombent les décrets d'application de la première « loi Macron », à commencer par ceux qui concernent le travail de nuit et du dimanche, la bourgeoisie ne cache pas ses attentes de voir dynamité toute la législation sociale acquis de plus d'un siècle de luttes ouvrières.

Déjà en février 2015, commentant la première loi Macron alors en discussion, l'ancien conseiller de F. Mitterrand, J. Attali, avait souligné qu'elle était de son point de vue très insuffisante ! Auteur en 2008 d'un rapport commandé par N. Sarkozy, Attali ajoute, sous Hollande, qu'il faut aller beaucoup plus loin et s'attaquer à la « réforme de la formation professionnelle ».

C'est ainsi qu'E. Macron, ministre de l'économie du gouvernement Hollande-Valls, se lance dans un vaste projet d'inversion des normes juridiques dans le droit du travail. Si ce chantier de démolition était mené à son terme, le contrat se substituerait au Code du travail.

On en reviendrait ainsi au « contrat de louage de service » qui était la norme pour les ouvriers et employés avant les années 1900 et, M. Valls est clair sur cette question, la négociation de branche voire d'entreprise tendrait à se substituer à la loi et au règlement qui ensemble constituent le Code du travail.

Sur cette question se rejoignent donc des forces politiques qui, toutes, sont au service des intérêts capitalistes. Ainsi, selon le MEDEF et « les républicains », le Code du travail est trop épais. F. Bayrou, président du MODEM, en a même fait son cheval de bataille arguant que le Code du travail suisse ne ferait que 200 pages, contre plus de 3000 en France.

Sauf que la Suisse n'a pas de « Code du travail » et que la législation sociale des cantons helvétiques est une des plus libérales, assez peu protectrice pour les travailleurs, c'est certainement cet aspect qui retient l'attention du politicien démocrate-chrétien.

En effet, cette référence récurrente à la Suisse n'est pas un hasard : le droit social s'y appuie sur le contrat individuel (qui peut être oral !), et des conventions collectives. Là-bas, pas de salaire minimum, le temps de travail est fixé à 45 heures et les congés à 4 semaines. Les licenciements peuvent être à effet immédiat sans que l'employeur n'ait à fournir de justification !

Au demeurant, il n'aura échappé à personne que les plus gros ajouts au Code du travail ces dernières années concernent la multiplication des dérogations. Elles permettent aux capitalistes d'échapper à la norme et que des pans entiers du Code du travail ne soient que la transcription de mesures favorables aux capitalistes comme l'ANI, le CICE ou même... la loi Macron.



F. Hollande, M. Sapin et E. Macron

Le gouvernement Hollande-Valls-Macron s'engage ouvertement dans une offensive d'envergure contre le statut de la Fonction publique et contre le Code du travail. Il s'appuie sur les préconisations du « rapport Attali » de 2008, rapport qui n'est qu'une compilation des recommandations de l'OCDE et de l'Union Européenne auxquelles J. Attali a simplement donné un label d'expert « indépendant ». Indépendant de qui ? Pas du capital en tout cas !

Nous voyons bien que, confrontés à la crise

insurmontable d'un mode de production dépassé, les capitalistes cherchent à reconstituer leur taux de profit en augmentant l'exploitation du travail salarié : la liquidation pure et simple du Code du travail, avec toutes les normes qu'il contient (contrat de travail, salaire, temps de travail, etc.), est leur objectif de plus en plus assumé.

Assumé, car les dirigeants des organisations syndicales ayant pour vocation d'organiser les travailleurs pour qu'ils défendent collectivement leurs intérêts matériels et moraux, ces dirigeants sont extrêmement discrets sur la nécessité d'organiser tout de suite la riposte et laissent faire en réalité le gouvernement et le MEDEF.

Ces dirigeants sont-ils convaincus qu'appeler à la mobilisation pourrait, dans les circonstances politiques actuelles, provoquer un mouvement qui rapidement pourrait chercher à balayer le gouvernement et le régime vermoulu de la Vème République ?

En tout état de cause, les projets du gouvernement Hollande-Valls-Macron doivent être combattus et la loi Macron doit être abrogée, les dirigeants de toutes les organisations syndicales ne devraient-ils pas appeler dans l'unité à la mobilisation jusqu'au bout dans ce sens ?

## « Ubérisation » ?

De nombreuses dispositions de la première mouture de la loi Macron, centrée sur le commerce, s'attaquent aussi à des professions réglementées dans le domaine des services, encore une mesure préconisée par le rapport Attali, une mesure qui a été mise en œuvre en Italie, par exemple, après 2008. Il faut donc s'attendre à voir le gouvernement revenir à la charge.

En effet, ce qu'on appelle l'« ubérisation » de l'économie n'est certainement pas une organisation dans laquelle les intermédiaires disparaîtraient ce qui, selon ses partisans, « profiterait » aux consommateurs et à des personnes à la recherche d'un emploi ou d'un complément de salaire dans des secteurs, selon eux « fermés ».

Au contraire, c'est un processus économique impulsé par la haute finance qui dispose des moyens sans limite que lui procurent les banques centrales – à l'image de la BCE. Elle cherche à utiliser la masse des chômeurs et

des travailleurs aux conditions de vie précaires en les mobilisant pour remettre en cause les travailleurs qui exercent une « profession réglementée » qui est pressentie comme pouvant être particulièrement rentable pour les capitalistes à condition d'être déréglementée.

C'est une conception de l'économie dans laquelle chaque secteur est confronté à une attaque qui vise, à terme, à imposer un intermédiaire unique. Celui-ci dicterait ses conditions à une myriade d'auto-entrepreneurs précarisés à outrance, d'une part et, d'autre part fixerait un prix exorbitant à des clients qui n'auraient plus d'autre choix que de s'adresser à lui.

L'« ubérisation » étend le modèle de la grande distribution à tous les secteurs économiques, y compris ceux contrôlés par la petite bourgeoisie (artisans et professions libérales) : une course frénétique à la concentration capitaliste est engagée.

## Nous relançons le Front de Gauche et des Travailleurs dans tout le pays !

par Liliana Olivero

Le jeudi 10 septembre 2015 a eu lieu la conférence de presse du Front de Gauche et des Travailleurs à l'hôtel Castelar dans la ville de Buenos Aires. Après avoir obtenu 732 000 voix lors des élections primaires, le FIT veut encore progresser.

Les candidats de la liste présidentielle **Del Caño-Myriam Bregman** (PTS) étaient présents ainsi que tous les référents nationaux du FIT : **Liliana Olivero** (qui est la tête de liste des candidats de Cordoba) ;

**Néstor Pitrola** (PO) et **Rubén "Pollo" Sobrero** (IS) pour la liste pour le poste de gouverneur de la province de Buenos Aires ; **Mónica Schlotthauer** (candidate au poste de députée nationale pour la province de Buenos Aires, IS) ; **Gabriel Solano** (PO) et **Laura Marrone** (IS) candidats aux postes de députés

nationaux pour la ville de Buenos Aires ; **Noelia Barbeito** de Mendoza ; **José Castillo** candidat au Parlement du Mercosur pour la ville de Buenos Aires ; **Marcelo Ramal** (PO) et **Graciela Calderón** (Parlement du Mercosur au niveau national) ; **Alejandro Vilca** (ville de Jujuy) ; **Raúl Godoy** (ville de Neuquén, PTS) ; **Romina del Plá** et **Vanina Biassi** (PO) ; **Marcela Almeida** (candidate au poste de députée nationale pour la ville de Buenos Aires) ; **Silvia Fernández** (candidate de la ville de Tigre), entre autres.

Ils ont pris la parole dans cet ordre : **Nicolás Del Caño** ; **Néstor Pitrola** ; **Liliana Olivero** ; **Christian Castillo** ; **Gabriel Solano**, et le dirigeant ferroviaire **Rubén "Pollo" Sobrero**.

**Del Caño** a remercié ceux qui ont voté pour les deux listes du FIT durant les primaires et a appelé « à faire payer ceux-là mêmes qui veulent nous faire payer ». Il a aussi appelé à lutter pour des « salaires indexés au panier familial moyen, contre la précarisation au travail, pour que les ressources économiques soient nationalisées sous contrôle des travailleurs ». Enfin, il s'est prononcé « contre la répression et contre ceux qui

pour que les candidats de Cordoba gagnent (...) afin d'accéder au Congrès National ».

Elle a annoncé émue que « nous avons retrouvé **Jacqueline Charlet** », la mère de famille handicapée qui avait été enlevée par des réseaux de traites sexuelles et humaines il y a quelques semaines. Elle a ajouté que c'est « grâce à la lutte et la mobilisation (que) nous avons pu la retrouver à La Plata ». Elle a terminé en disant que « cela renforce l'engagement des femmes dans la lutte contre ces réseaux mafieux, contre les féminicides et le trafic de drogues ».

Enfin, **Rubén "Pollo" Sobrero** s'est exprimé : « je viens d'une mobilisation avec mes camarades cheminots de **Sarmiento** contre la tertiarisation. Nous, qui sommes ici, nous sommes ceux qui appuyons toutes les luttes et combattons la

bureaucratie syndicale qui nous a trahis ». Il a ajouté qu'il a signé la demande devant la Cour Suprême « contre la remise en cause du droit de grève » que préparent les candidats pro-patronaux. Il a aussi appelé à « voter pour les candidats qui représentent fièrement le FIT dans tout le pays, les candidats de la lutte ».

Dans un climat unitaire, l'appel à été lancé pour redoubler d'efforts pour impulser la campagne nationale du FIT, pour les présidentielles, et pour plus de députés du Front de Gauche et des Travailleurs le 25 octobre prochain.

Buenos Aires, le 10 septembre 2015

Izquierda Socialista : Gauche Socialiste

Partido Obrero : Parti Ouvrier

Partido de los Trabajadores Socialistas : Parti des Travailleurs Socialistes.



Deux candidats du FIT : Nicolás Del Caño (PTS) et Liliana Olivero (IS)

ont la gâchette facile ».

**Néstor Pitrola** s'est dit solidaire du drame des « réfugiés en Europe » et a dénoncé le gouvernement de **Cristina Kirchner** pour la mort causée par la malnutrition du gamin de la communauté Qom dans la région du Chaco.

**Liliana Olivero** a signalé que « les 732 000 voix obtenues par le FIT durant les primaires ont consolidé le fait que nous sommes l'alternative politique des travailleurs et l'unité de la gauche ». Elle a appelé à doubler d'efforts dans la campagne « contre les candidats des plans d'ajustements : **Scioli, Macri et Massa** ». Elle a aussi appelé à combattre les fraudes qui l'ont empêché d'accéder au poste de députée nationale en 2013 et « à redoubler d'efforts dans la campagne

## Vénézuela : Solidarité internationale avec le dirigeant syndical Bladimir Carvajal

**D**es travailleurs du pétrole se mobilisent contre le licenciement d'un dirigeant syndical combatif et antibureaucratique.

Le 15 septembre, Bladimir Carvajal, membre du Tribunal Disciplinaire de la FUTPV (Fédération Unitaire des Travailleurs du Pétrole du Vénézuela) et dirigeant du courant syndical C-Cura (Courant Classiste, Unitaire, Révolutionnaire et Autonome) de Petrocedeño-PDVSA\*, dans l'État de Anzoátegui, a été descendu manu-militari, par la Garde Nationale, de l'autobus transportant les travailleurs du pétrole sur leur lieu de travail.

L'un des superviseurs de PDVSA aurait alors informé Bladimir Carvajal qu'il ne pouvait entrer sur le site de la compagnie car une demande de licenciement contre lui avait été présentée auprès de l'Inspection du Travail. C'est avec un imposant déploiement de la police et de la garde nationale que l'on a empêché Bladimir, dirigeant syndical, d'entrer sur son lieu de travail.

Ce que l'on reproche réellement à Bladimir Carvajal, c'est d'être un ardent défenseur des conventions collectives, violées systématiquement par les gérants de PDVSA, dans le cadre de la renégociation de ces mêmes conventions collectives. En réalité, cette mesure fait partie d'un plan plus général de persécution de ceux qui luttent de façon autonome pour les droits des travailleurs au Vénézuela. Le gouvernement de Nicolás Maduro justifie cette politique de remise en cause des libertés démocratiques des travailleurs au nom de supposées agressions de la droite putschiste...

Bladimir Carvajal est membre du courant classiste C-Cura, animé par Orlando Chirino et, dans le secteur du pétrole, par José Bodas. Ce dernier, dans la commission exécutive de la FUTPV (Fédération Unitaire des Travailleurs du Pétrole) est à la tête de la minorité

oppositionnelle contre la bureaucratie soumise au gouvernement du PSUV de Maduro.

Depuis 15 ans, Bladimir travaille dans le complexe pétrochimique de José Antonio Anzoátegui situé dans l'Est du pays. Plus précisément, il travaille à Petrocedeño, entreprise dont 60 % des actions sont détenues par PDVSA et 40 % par la mutinationale française Total et la norvégienne Statoil. Ce site prend en charge le raffinage du pétrole lourd et extra-lourd de la bande pétrolière de l'Orénoque en pétrole léger.



Les direction de PDVSA de Petrocedeño tente tout simplement de mettre à genoux le courant C-cura et ses activistes qui depuis des années sont à l'avant garde des luttes pour les revendications ouvrières. Ils exigent aussi depuis des années des élections dans la FUTPV. Mais Carvajal et les les travailleurs combatifs de la C-Cura

ne sont pas seuls, ils ont l'appui inconditionnel des travailleurs. Ces derniers sont mobilisés depuis mardi et gardent les bras croisés tout en garantissant la production pour protester contre le licenciement de leur dirigeant syndical.

Mais, ce soutien s'étend comme une trainée de poudre dans d'autres zones de production pétrolière. Dans l'état de Monagas plusieurs foreuses ont été paralysées pendant une heure. La protestation s'étend dans l'État de Zulia, dans le sud de Anzoátegui et d'autres zones et risque de se transformer en rébellion généralisée.

Nous appelons les travailleurs, les organisations syndicales et des droits de l'homme, les personnalités politiques au niveau national et international à se prononcer contre ces attaques contre les libertés démocratiques et les droits syndicaux. Nous appelons à la plus ample solidarité nationale et internationale pour exiger la réintégration immédiate du dirigeant ouvrier Bladimir Carvajal.

\*Petróleos de Venezuela SA (abrégé en PDVSA) est la compagnie pétrolière appartenant à l'État vénézuélien. Le Venezuela est l'un des plus gros exportateurs de pétrole au monde.

### Nous exigeons la réintégration immédiate du dirigeant syndical Bladimir Carvajal.

Le 15 septembre, Bladimir Carvajal, membre du Tribunal Disciplinaire de la FUTPV (Fédération Unitaire des Travailleurs du Pétrole du Vénézuela) et dirigeant du courant syndical C-cura (Courant Classiste, Unitaire, Révolutionnaire et Autonome) de Petrocedeño-PDVSA\*, dans l'État de Anzoátegui, a été descendu manu-militari, par la Garde Nationale, de l'autobus transportant les travailleurs du pétrole sur leur lieu de travail.

L'un des superviseurs de PDVSA aurait alors informé oralement (sans aucune notification écrite) Bladimir Carvajal qu'il ne pouvait entrer sur le site de la compagnie.

Nous exigeons la réintégration immédiate de Bladimir Carvajal et le respect du droit syndical d'organisation.

# Grèce : une victoire par défaut pour Syriza

Par Mathieu

Après avoir trahi éhontément les travailleurs grecs en acceptant un nouveau memorandum de la Troïka (FMI-BCE-UE) pour satisfaire les exigences des marchés financiers, Alexis Tsipras avait besoin d'une majorité plus stable que celle dont il disposait au parlement. C'est dans ce but qu'il a organisé des élections législatives le 20 septembre. Le moins que l'on puisse dire c'est qu'il n'a pas atteint son objectif.

Le fait le plus marquant de ces élections est la très forte augmentation de l'abstention, de près de 8 points. La participation a été de seulement 56,5 % alors que le vote est obligatoire dans ce pays. Si à cela on ajoute les votes nuls et blancs, c'est presque 45 % du corps électoral qui a refusé de s'exprimer lors de ce scrutin. C'est la participation la plus basse depuis la fin de la dictature en 1974. Cette abstention massive fait écho aux résultats du référendum de juillet 2015 et traduit le rejet massif par les travailleurs de la Troïka, de l'Euro, de l'UE, de ses politiques et de tous les partis qui font des politiques favorables aux marchés financiers.



A. Tsipras juste après de la victoire de Syriza

Le deuxième fait marquant est que tous les partis perdent des voix. Tsipras avait voulu faire de ce scrutin un plébiscite de sa politique de conciliation vis-à-vis de l'UE, mais Syriza perd 320 000 voix par rapport aux législatives de janvier qu'il avait remportées. Le parti traditionnel de la bourgeoisie, Nouvelle Démocratie perd 200 000 voix. Le PASOK (PS grec), lui aussi complètement favorable à la politique anti-ouvrière prônée par l'UE, reste à un niveau marginal avec moins de 4 % du corps électoral.

L'acceptation par Tsipras d'un troisième memorandum, impliquant de nouvelles attaques contre les travailleurs, a poussé la gauche de Syriza à rompre avec cette organisation et à fonder l'Unité Populaire.

Ce front électoral, soutenu par l'ex-ministre de l'économie Varoufakis, n'a pas réussi à entrer au parlement alors qu'il comptait près de 30 députés sortants ex-Syriza, obtenant à peine plus de 150 000 voix.

Cette organisation a repris dans les grandes lignes le programme défendu par Syriza aux élections de janvier, et a fait croire qu'il était possible « d'aménager » l'UE et qu'il était possible de satisfaire les exigences de la classe ouvrière sans rompre avec l'Euro. Les travailleurs et les jeunes n'ont pas souscrit à cette démarche électoraliste. Plus à gauche, le front d'organisations anticapitalistes ANTARSYA augmente légèrement son score mais reste à un niveau très bas avec moins de 50 000 voix.

L'abstention massive et consciente des travailleurs et des jeunes lors de ces élections, indique la force du rejet de l'UE et de ses institutions. Elle montre aussi que c'est seulement sur le terrain de la lutte des classes que la classe ouvrière pourra trouver un issue politique à sa situation dramatique.

<http://www.gsi-qi.org>

## Sommaire du n° 157



### • Édito :

- Les interventions impérialistes en Syrie - p.2

### • Revue de presse sociale - p.3-4

### • Lutte des classes :

- Le temps des faux-semblants touche à sa fin - p.5

- Mobilisations étudiantes dans les universités toulousaines - p.6

- Tous à Solidaires Étudiant-e-s - p.7

- Rassemblement contre la repression syndicale - p.8

- Code du travail : Macron : cap vers le XIXème siècle !? - p.9

### • Internationale :

- Argentine : Nous relançons le Front de Gauche et des Travailleurs ! - p.10

- Vénézuéla : Solidarité internationale avec Bladimir Carvajal- p.11

- Grèce : victoire par défaut pour Syriza - p.12